

# Cinq questions à Haim Bresheeth

## 1 Quel est votre point de vue sur la situation au Royaume-Uni et au sein du Parti travailliste ?

**Haim Bresheeth :** Je pense que la situation va bien au-delà du Parti travailliste. Le Parti travailliste est maintenant une organisation défunte. Sous Corbyn, il a été relancé. Il comptait moins de 100 000 membres lorsque Corbyn en a pris les rênes. Je l'ai rejoint avec un demi-million d'anciens membres et de nouveaux membres. Principalement des nouveaux.

Il est devenu une organisation de 600 000 personnes, le plus grand parti politique d'Europe. C'est un exploit pour les socialistes que nous n'apprécions pas encore à sa juste valeur, et il a été totalement détruit. Aujourd'hui, il ne compte plus que 150 000 membres.

**« J'ai quitté le parti lorsque Ken Loach, le cinéaste, a été dénoncé comme antisémite. Quand Ken Loach, qui est un anticariciste de 75 ans, a été expulsé pour antisémitisme, j'ai dit, non, je ne peux pas être dans ce parti. »**

Nous avons tous quitté le parti. Certains d'entre nous en ont été expulsés. J'ai quitté le parti lorsque Ken Loach, le cinéaste, a été dénoncé comme antisémite. Je suis également cinéaste et c'est un ami très cher.

Quand Ken Loach, qui est un anticariciste de 75 ans, a été expulsé pour antisémitisme, j'ai dit : non, je ne peux pas être dans ce parti. J'ai écrit une lettre publique et j'ai démissionné (voir encadré).

C'est ce qui est arrivé à des milliers de socialistes juifs : plusieurs dizaines

de milliers d'entre eux ont quitté le parti.

Le parti n'est plus que l'ombre de ce qu'il était il y a seulement sept ans. Son problème n'est pas l'antisémitisme. Le problème, c'est que les socialistes le quittent. Qu'ils soient juifs ou non, les socialistes l'ont quitté parce qu'il a pris

des positions inacceptables. Il soutient le génocide de Gaza. Il soutient ce qu'il appelle le droit à l'existence d'Israël, qui est un droit à attaquer Gaza, à tuer autant de Palestiniens qu'il veut.

Son dirigeant a soutenu le blocus de la nourriture, de l'eau, des médicaments, du carburant, de tout – comme le Premier ministre Rishi Sunak. Ils partagent la même position sur la Palestine. Ils soutiennent le génocide. Ils devraient être traduits devant la Cour internationale de justice, car ils sont personnellement responsables de la promotion du génocide.

Le problème du parti n'est pas seulement les fausses accusations d'antisémitisme. Le principal problème est que ce parti est hostile aux socialistes et au socialisme. Son leader est à la fois sioniste et admirateur de M<sup>me</sup> Thatcher, ce n'est pas ce qu'il faut à un leader travailliste.

Né dans une famille juive polonaise décimée dans les camps de concentration nazis, ancien officier dans l'armée israélienne puis militant pacifiste et antisioniste, fervent défenseur des droits des Palestiniens et membre fondateur de l'ODSC (One Democratic State Campaign – Campagne pour un seul Etat démocratique).

Il prendra la parole à l'assemblée de militants organisée à l'initiative du POI le 5 mai prochain, à Paris. Cette interview a été réalisée le 30 mars, à Paris, à l'occasion du meeting juif international auquel il a participé (lire en page 8 et également notre précédent numéro).

## 3 Depuis des mois, il y a d'énormes manifestations en Grande-Bretagne, les plus importantes peut-être en Europe. Comment l'expliquez-vous ?

Il y a deux choses. Je voudrais vous poser une question à ce sujet également parce qu'il est important pour nous de comprendre ce qui se passe en France. Cette réunion d'aujourd'hui (il s'agit du meeting juif international – Ndlr) va devenir, je pense, et je vais lutter pour cela, un forum pour une fédération antisioniste européenne. C'est ce que nous voulons. C'est important. Et cela se passe en France – pouvez-vous l'imaginer ? Pouvez-vous y croire ? Je suis très heureux que cela se produise. J'aurais aimé que ce soit à Londres, mais cela se passe en France parce qu'il s'agit de l'Europe et que nous, au Royaume-Uni, sommes sortis de l'Europe et du jeu européen maintenant, ce qui nous attriste tous. Nous étions contre le Brexit.

Dans un sens, ce qui se passe à Londres est atypique.

Nous avons eu 1,8 million de personnes dans les rues de Londres le 11 novembre, jour de commémoration de la Première Guerre mondiale. De nombreuses personnes ont quitté le Parti travailliste en raison de leur colère contre Keir Starmer et ce qu'il a fait à Corbyn, au parti et à la Grande-Bretagne, en mettant en

place des politiques de droite, des politiques anti-immigration, des politiques contre la Palestine et en faveur du génocide. C'est très grave.

La colère est grande à gauche. La gauche qui était endormie, mais qui a été réveillée par Corbyn, cherche maintenant un sujet autour duquel s'organiser, et la Palestine est ce sujet. C'est donc l'une des raisons. La gauche a identifié la Palestine comme un symbole.

L'autre raison, la plus importante, c'est qu'il s'agit du premier génocide qui se déroule sur des téléphones portables. C'est le premier génocide que les personnes génocidées rapportent. Mes voisins immédiats ont deux enfants et leur petite fille a dit à son père : "Papa, que ferons-nous si Israël vient nous tuer ?" Parce qu'ils le voient à la télévision. Ils le voient sur leur téléphone. Ils l'entendent. Ils ne comprennent pas. Ils ont peur parce qu'ils voient des enfants se

faire tuer. Cela ne s'est jamais produit auparavant. Il n'est jamais arrivé que des milliards de personnes assistent à un génocide en cours.

Vous savez, tous les membres de ma famille ont été tués lors du génocide des Juifs pendant l'Holocauste. Ils venaient de Pologne. Mon père et ma mère ont tous deux été internés à Auschwitz et ont perdu toute leur famille. Ils étaient les seuls survivants de leur famille, mais personne ne le savait à l'époque.

Ils savaient que les nazis étaient horribles. Ils savaient qu'il fallait combattre les nazis. Certains d'entre eux ont combattu les nazis, y compris en France, mais il n'y avait pas de reportage quotidien sur Auschwitz, sur Birkenau. Tout cela n'était pas connu. Et même lorsque des personnes se sont échappées d'Auschwitz, seules deux personnes ont réussi à le faire, leur rapport n'a pas été rendu public et n'a eu aucune incidence.

**« La gauche qui était endormie, mais qui a été réveillée par Corbyn, cherche maintenant un sujet autour duquel s'organiser, et la Palestine est ce sujet. »**

## 4 Les chaînes de télévision britanniques retransmettent-elles le massacre des Palestiniens ?

Elles ont commencé par rapporter principalement les nouvelles de l'armée israélienne. C'est ce qu'elles ont fait en octobre et en novembre. Mais dès la fin du mois d'octobre, plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue à deux reprises. Puis ils ont commencé à réfléchir. De toute évidence, les journalistes sur le terrain et de nombreux journalistes de la BBC, de Channel 4 et d'autres chaînes, ainsi que les lecteurs des journaux, se sont dit : «Attendez une minute, les gens regardent

Al Jazeera. Tout le monde peut regarder Al Jazeera. Nous regardons nous-mêmes toutes sortes d'informations en provenance de Gaza. Les gens regardent cela et nous n'en parlons pas. La BBC n'en parle pas, Channel 4 non plus. Ce n'est pas correct. »

Ils ont donc commencé à faire pression sur la BBC et sur d'autres chaînes.

La BBC a commencé à changer en décembre. Mais le grand changement a eu lieu en janvier, après l'intervention de la Cour pénale internationale,



DR

# SEMBLÉE

## 5 MAI 2024

**5** Le problème est qu'en France, contrairement à la Grande-Bretagne, il n'y a pratiquement pas eu un seul mot à la télévision sur l'affaire de la Cour internationale de justice. Et très peu, très, très peu de fois sur le massacre des Palestiniens. Et pour couronner le tout, l'un des plus gros problèmes que nous ayons en Grande-Bretagne est une campagne orchestrée par le gouvernement pour assimiler l'antisémitisme et l'antisémisme. A chaque fois que quelqu'un parle du massacre des Palestiniens et de ce que fait le gouvernement israélien, il est accusé d'antisémisme. En particulier Jean-Luc Mélenchon. Il y a une énorme campagne qui vient de partout, y compris de la

gauche, y compris du Parti communiste, pour dire qu'il est antisémite parce qu'il critique la politique israélienne. Il a soutenu l'affaire sud-africaine devant la CIJ. Il s'agit d'un problème majeur en France. C'est aussi la raison pour laquelle il n'y a pas eu de manifestation aussi importante qu'en Grande-Bretagne. Bien qu'au début du mois de mars, nous ayons eu 40 000 personnes dans les rues de Paris et que chaque samedi depuis le mois d'octobre, il y ait de nombreuses manifestations. Le problème en France est que nous nous battons au sein des syndicats pour participer aux manifestations et c'est difficile. En Grande-Bretagne, les syndicats semblent plus impliqués.

Pas tous. Jusqu'en janvier, on ne voyait jamais de drapeau syndical dans une manifestation. Après que des millions de personnes sont descendues dans la rue, seul le syndicat des universités et des collèges, l'UCU, dont je suis membre, y participait, parce que dans les universités, il y a évidemment des professeurs radicaux et ils sont descendus dans la rue. Ce ne sont pas les autres travailleurs, mais les universitaires qui menaient la danse. Mais aucun autre syndicat.

Nous nous battons toujours avec le plus grand syndicat, Unite, qui compte un million et demi de membres. Sa dirigeante soutient Israël. Mais les membres du syndicat sont totalement contre elle. C'est un problème difficile. Ils ne sont pas autorisés à participer aux manifestations. La politique du syndicat soutient la Palestine. Mais elle refuse d'autoriser les drapeaux du syndicat à aller manifester. Le syndicat a un congrès annuel, les délégués

« Le syndicat a un congrès annuel, les délégués votent tous pour la Palestine, et une minute plus tard, c'est fini, retour à la normale, retour au soutien d'Israël, retour au refus d'un cessez-le-feu, refus de soutenir les gens qui meurent de faim. Nous ne pourrions pas changer cela immédiatement, mais les membres le feront.

La situation n'est pas différente en Grande-Bretagne. Le jeu du faux antisémitisme est le même en Grande-Bretagne. Ce gouvernement utilise l'antisémitisme de la manière la plus dégoûtante qui soit contre des Juifs comme nous. Voilà ce qu'ils font.

Mais je n'ai pas abordé la deuxième raison pour laquelle les manifestations de Londres sont si importantes. Nous n'avons pas autant de musulmans qu'en France. Mais nous en avons beaucoup. Depuis la guerre en Irak, la première fois qu'ils sont descendus dans la rue, en 2003, ils sont restés très discrets parce que le gouvernement, après la guerre en Irak, a adopté des règlements très draconiens contre les activistes musulmans. Il ne l'a pas dit ouvertement. Mais il s'agissait clairement d'une législation islamophobe appelée *Prevent*, pour prévenir l'extrémisme. Et l'extrémisme, c'était essentiellement l'islam. Tout le monde l'a

compris. Vous voyez ce que je veux dire. Ils avaient très peur. Il n'y avait pas beaucoup de musulmans du Moyen-Orient. La plupart d'entre eux venaient

**« Nous nous battons toujours avec le plus grand syndicat, Unite, qui compte un million et demi de membres. Sa dirigeante soutient Israël. Mais les membres du syndicat sont totalement contre elle. »**

du Bangladesh, du Pakistan, de l'Inde. Ils étaient musulmans, mais pas arabes.

Mais la guerre en Syrie, la poursuite des guerres en Irak et en Libye ont produit, après 2003, des millions de personnes venues du monde arabe, mais aussi de Turquie et du Kurdistan. Toutes ces guerres occidentales au Moyen-Orient ont produit une

quantité énorme de réfugiés qui sont venus au Royaume-Uni. Et ils se soucient de ce qui se passe en Palestine. Il y a donc eu un changement.

Au début, ils étaient très peu nombreux. J'ai participé à toutes les manifestations, à l'exception de celle d'aujourd'hui. Je connais donc la constitution des manifestations.

J'ai pris la parole lors de plusieurs manifestations à Londres et en Ecosse. Je sais de quoi sont faites les manifestations. Lors des premières manifestations, il y avait déjà 200 000 personnes. Il s'agissait principalement de jeunes musulmans, de jeunes britanniques et de très vieux Juifs. Mais plus le gouvernement parlait d'islam et d'antisémitisme, comme si être musulman, c'était être

antisémite, plus les gens étaient en colère.

La ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, ministre de la police, était mariée à un juif sioniste. Elle était tellement raciste envers les musulmans et les Arabes, un peu comme Modi en Inde, qu'elle a fait descendre 1,8 million de personnes dans la rue parce qu'elle disait que les musulmans inondaient la Grande-Bretagne d'extrémisme, qu'ils étaient des terroristes, et d'autres absurdités de ce genre. Et ils sont descendus dans la rue avec leurs enfants, leurs femmes, des familles entières. Et cela n'a pas changé depuis. Et dans les manifestations, le slogan a changé : outre « libérez la Palestine, de la rivière au fleuve », il s'agissait de se débarrasser de Suella Braverman. C'était les mots d'ordre. Et nous nous sommes débarrassés d'elle – ils l'ont licenciée le lendemain de la plus grande manifestation ! ■

## Lettre de Haim Bresheeth à la direction du Labour Party

■ Cette lettre a été initialement publiée en anglais sur le site Mondoweiss, le 14 février 2020.

Chère Jennie Formby,  
Je vous écris à la suite des événements récents – l'expulsion de Jo Bird et l'excellente lettre de Natalie Strecker, car je voudrais vous demander de bien vouloir me convoquer devant la commission de contrôle (Compliance Unit), pour « antisémitisme » – pour les raisons que je détaille ci-dessous.

Je souhaite vous parler de mon parcours, afin d'appuyer ma demande. Je suis un universitaire, auteur et cinéaste, un ancien juif israélien actif depuis plus de cinq décennies en tant que militant socialiste, antisioniste et antiraciste. Mes parents étaient des Juifs polonais, survivants d'Auschwitz et d'autres camps. Ils furent forcés de participer aux marches de la mort du Troisième Reich après que les SS eurent quitté le camp d'Auschwitz à la mi-janvier 1945. Ma mère fut libérée par les forces britanniques à Bergen-Belsen et mon père fut libéré par les forces américaines à Mauthausen. Je suis né dans un camp de personnes déplacées en Italie et je suis arrivé en Israël alors que j'étais bébé, en juin 1948, car aucun pays européen n'acceptait alors des survivants de l'Holocauste.

J'ai servi dans l'armée israélienne en tant qu'officier d'infanterie junior et j'ai pris part à deux guerres, en 1967 et 1973, après quoi je suis devenu un pacifiste engagé. Je suis venu étudier en Grande-Bretagne en 1972 et, peu de temps après, j'ai appris beaucoup de choses sur le sionisme que je n'avais pas apprises en Israël, devenant ainsi un ardent défenseur des droits des Palestiniens et un militant antisioniste. J'ai été un partisan actif du mouvement anti-apartheid en tant que membre travailliste dans les années 1970 et j'ai agi contre les organisations racistes tout au long de ma vie. Mes films, livres et articles reflètent les mêmes opinions politiques décrites ici ; il s'agit notamment d'un livre populaire sur l'Holocauste (Introduction à l'Holocauste, avec Stuart Hood, 1994, 2001-2014), entre autres, d'un film documentaire de la BBC (State of Danger avec Jenny Morgan, BBC2, mars 1988) sur la première Intifada, et un prochain volume sur l'armée israélienne (An Army Like No Other, mai 2020). J'ai réintégré le Parti travailliste après des décennies, lorsque Jeremy Corbyn a été élu à la direction, alors que j'ai retrouvé l'espoir de promouvoir un programme progressiste pour le parti, après des années de blairisme.

Il est évident que mes antécédents me qualifient d'antisémite selon les critères travaillistes basés sur la « définition » erronée de l'IHRA de l'antisémitisme, ou plutôt, la version militarisée de la propagande sioniste dirigée contre les partisans des droits humains et politiques des Palestiniens. Mais j'aimerais ajouter quelques preuves accablantes supplémentaires, afin de rendre l'affaire inébranlable, si vous me le permettez.

Au fil des décennies, j'ai participé à des centaines de manifestations contre les brutalités israéliennes et j'ai agi contre les atrocités commises par l'occupation militaire, dans divers pays – en Israël, en Europe et aux États-Unis. J'ai publié des articles, réalisés des films et contribué à de nombreux livres et je me suis largement prononcé dans un certain nombre de pays contre la colonisation militarisée par Israël de la Palestine, le déni de tout droit à la plupart des Palestiniens, les graves violations des droits humains et politiques des citoyens palestiniens d'Israël et l'impact brutal de Tshahal sur la société juive israélienne. J'ai également analysé la fausse nature de la campagne de l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste – *Ndlr*) dans un article récent, rédigé dans une perspective antisioniste et axée sur les droits de

l'homme. Je suis actif dans un certain nombre de groupes politiques affiliés ou proches du Parti travailliste, qui soutiennent les droits des Palestiniens – Jewish Voice for Labour et Jewish Network for Palestine, dont je suis membre fondateur.

Je suis conscient que, selon les règles du Parti travailliste, tout ce qui précède constitue ce que vous définissez comme de l'antisémitisme.

Personnellement, il est clair pour moi que de telles accusations sont fausses et écoeuvrantes, mais personne n'a interrogé les membres sur l'adoption de la définition de l'IHRA et de ses exemples. La définition adoptée fait d'Israël le seul Etat au monde qu'on ne peut pas critiquer, à moins de vouloir s'accuser d'antisémitisme. Critiquer l'Empire britannique, par exemple, n'est pas antibrannique et, à l'heure où nous parlons, est toujours autorisé par les règles du Parti travailliste. Critiquer le gouvernement américain pour ses attaques contre l'Irak en 1991 et 2003 n'est pas antiméricain et est toujours autorisé par la réglementation américaine. Critiquer le colonialisme de

l'apartheid israélien n'est ni anti-israélien, ni antisémite, bien sûr. Ce qui est antisémite et raciste, ce sont les règlements actuels du parti, et tant qu'ils ne seront pas modifiés, les Juifs et autres partisans de la Palestine n'auront aucune raison de soutenir un parti qui les traite de cette manière.

Les règlements du Parti travailliste sont ce qu'ils sont. Cependant, je n'ai pas l'intention d'arrêter mes activités, de les atténuer ou d'abandonner mes principes afin de satisfaire la logique tordue du Parti travailliste. J'insiste sur mon droit, en effet, sur mon devoir en tant qu'ex-Israélien, en tant que Juif, en tant que citoyen,

en tant que socialiste et enfin et surtout, en tant qu'être humain, d'agir et de critiquer ouvertement l'apartheid et les injustices israéliennes aussi longtemps que je le peux. Je crois également qu'en tant que membre d'un parti que je croyais être devenu une organisation politique progressiste, cela devrait être mon droit et mon devoir ; mais je me rends compte que mes activités vont à l'encontre du dogme, de la réglementation et des intérêts actuels du parti travailliste, c'est pourquoi je m'accuse ouvertement à travers cette lettre et vous demande de me convoquer devant la commission de contrôle, afin que justice soit rendue et que je sois traité comme mes nombreux amis qui se sont retrouvés dans la même situation – le professeur Moshe Machover, Jackie Walker, Eleanore Green, Tony Greenstein, Glyn Secker et bien d'autres confrontés au système inquisitorial stalinien développé par le Parti travailliste. Si vous voulez séparer les « bons Juifs » des « mauvais », veuillez m'inclure dans ce dernier groupe, car rien dans mes résultats universitaires, mon enseignement de l'histoire, mes publications ou mes activités politiques ne peut étayer l'affirmation selon laquelle je ne suis pas un juif antisémite selon vos règles. J'exige que justice soit rendue.

J'espère que ma demande sera prise au sérieux et suivie d'effet, avec la même combinaison de rapidité, d'intolérance et de préjugés envers les autres membres déjà accusés de cette infraction. Ne pas le faire équivaldrait à prouver que les critères permettant de juger de l'existence de l'antisémitisme ne sont pas uniformément appliqués.

Je suis prêt à fournir toutes les preuves qui pourraient être exigées par les enquêteurs de la commission de contrôle, pour prouver ma culpabilité. N'hésitez pas à demander de l'aide sur des points qui restent flous.

Salutations,  
Professeur Haim Bresheeth ■